

Subsides

des femmes, ne l'oublions pas. C'est un simple fait que l'on oublie souvent lorsqu'on parle d'agrocommerce et de culture intensive. On oublie que ce sont les femmes qui cultivent, avec des moyens rudimentaires, la plupart des denrées alimentaires du monde entier.

Il faut aussi songer aux nombreux mythes qui entourent la question des denrées alimentaires. Des points importants ressortent des mémoires qui ont été présentés au comité Nord-Sud, dont le rapport sera rendu public bientôt. La croyance populaire attribue le problème de la faim à la surpopulation, à l'insuffisance de la production alimentaire ou aux mauvaises conditions climatiques ou pédologiques. L'OAA et d'autres organisations internationales, comme la Banque mondiale et le Commonwealth, contestent sérieusement cette explication trop simple d'un problème mondial.

Nous savons que même le Bangladesh, où la densité de la population est l'une des plus élevées au monde, produit suffisamment de céréales pour fournir un régime minimale à tous ses habitants. Et cela, après une période de grande famine. L'OAA a également fait savoir que notre planète produisait suffisamment de céréales pour que nous ayons toutes les protéines dont nous avons besoin et plus de 3,000 calories par jour, sans compter les fruits, les légumes et la viande provenant d'animaux nourris de graminées.

Quand on pense que nous avons les techniques et les ressources qu'il faut pour nourrir toute la population mondiale, nous comprenons que c'est une honte que 800 millions de personnes meurent de faim.

Il manque quelque chose, monsieur le président. Il manque beaucoup de choses en fait. Par exemple, les gouvernements de nombreux pays en voie de développement ne veulent pas considérer la nourriture comme un besoin fondamental, ni comprendre que la production de denrées alimentaires doit être l'une des priorités politiques.

Le rapport que j'ai mentionné fera état de l'aide alimentaire, établissant une distinction très nette entre l'aide d'urgence, lorsqu'il n'y a plus d'autres solutions, et l'aide à long terme, pas nécessairement en nature, mais sous une forme qui permette aux gens de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins.

J'aimerais demander au secrétaire parlementaire quelle est, à l'heure actuelle, la philosophie ou la politique du ministère de l'Agriculture à l'égard de l'aide alimentaire en général.

[Français]

M. Ostiguy: Monsieur le président, pour répondre à notre collègue d'en face, je voudrais lui dire que c'est justement là le rôle du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui avec l'organisation mondiale, L'AFAO, jouent un rôle très important dans l'alimentation et dans le développement de l'agriculture. Le Canada est vraiment un pays privilégié puisque nous avons d'abord le sol, la technologie et les ressources humaines pour développer davantage l'agriculture. Nous faisons déjà beaucoup pour l'alimentation mondiale, mais d'ici l'an 2000, nous pourrions faire encore davantage. Bien sûr tout en faisant bénéficier l'économie du Canada, comme je le disais justement hier dans mon exposé, les agriculteurs canadiens peuvent augmenter considérablement leur capacité de production.

● (1940)

Le Canada, comme je le disais il y a un instant, est un pays privilégié. Nous sommes conscients qu'étant donné la qualité du sol et des agriculteurs, nous pouvons faire davantage pour l'aide aux pays sous-développés. Il est bien sûr que la décennie 1980 sera, sur le plan mondial, celle de l'agriculture et de l'alimentation. C'est une chose que je répète souvent, la décennie 1970 a été la décennie de l'énergie. La décennie 1980 sera la décennie de l'agriculture et de l'alimentation. Je voudrais, en terminant, signaler à l'honorable député que l'an prochain, le 16 octobre, d'ailleurs les démarches sont déjà entreprises, se tiendra la Journée internationale de l'alimentation, et le ministre de l'Agriculture participera activement à cette journée, afin de venir en aide aux pays sous-développés.

M. Leduc: Monsieur le président, j'aimerais poser quelques questions au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture.

Auparavant, j'aimerais faire un préambule sur l'évolution de l'agriculture au Québec et au Canada en général. Si je me réfère à l'agriculture, pour ne pas aller trop loin en arrière, vers les années 1789-1840, l'évolution à cette époque-là—c'est une thèse de maîtrise que j'avais faite, le même phénomène se répète aujourd'hui—c'est-à-dire qu'à cette période-là, pour pouvoir avoir des surplus en agriculture, on a été obligé de faire ce qu'on appelle la révolution des techniques, améliorer les méthodes d'agriculture et améliorer aussi évidemment les techniques. Le même phénomène s'est répété au Canada français et au Canada anglais, sous l'égide d'un gouvernement libéral qui a fait, je pourrais dire, en même temps qu'on a fait notre révolution industrielle, une révolution agricole.

Je me souviens, quand j'étais jeune, chez nous 200 cultivateurs produisaient comme à peu près aujourd'hui cinq cultivateurs le font dans notre région. Cela dépend de l'amélioration des techniques et évidemment aussi de l'amélioration dans nos écoles d'agriculture. Actuellement on peut dire que l'agriculture au Canada est la plus évoluée et la plus avancée dans le monde. J'écoutais aujourd'hui un orateur dire qu'un agriculteur au Québec et au Canada en général nourrissait à peu près 50 personnes; on peut dire que ce sont des statistiques d'il y a à peu près 20 ans. Aujourd'hui, un agriculteur au Canada français nourrit au moins 100 à 125 personnes, et peut-être qu'actuellement nous sommes à dépasser les Américains. Alors je n'ai pas honte et je suis fier de féliciter nos ministres de l'Agriculture et nos gouvernements du beau travail qu'ils ont fait pour nourrir la population canadienne et étrangère. Actuellement nous vendons du blé aux Chinois, aux Polonais. Alors je dois donc féliciter, et c'est mon devoir de Canadien, ces gens qui sont dévoués, qui ont perçu et qui ont vu l'avenir de l'agriculture au Canada. Maintenant, j'aimerais poser quelques questions au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture.

Dans ma région, sur le bord du lac Saint-Pierre, cette année, la récolte du maïs n'est pas bonne; ça va assez mal. Alors je me demande si le ministère de l'Agriculture va pouvoir compenser les pertes et aider les agriculteurs.